

Document 1 : Le protectorat, et son legs après l'indépendance, la relevance de la figure de Lyautey.

Dans ce texte on analyse les faits et les réalisations qui ont été accomplies pendant le protectorat français du Maroc et son influence sur le développement postérieur du Maroc indépendant.

Il s'agit d'un essai de compréhension de la véritable genèse du «Maroc moderne», qui se situerait dans le protectorat instauré par la France.

L'œuvre de Lyautey au Maroc

Le personnage de Lyautey peut être déroutant par sa **pénétrante intelligence**, ses longues vues de **fin stratège**, ses calculs, son opportunisme au service de ses actions, mais il est aussi fort attachant par **sa subtilité, ses talents d'écrivain, d'esthète, et sa profonde adhésion aux grandes valeurs de l'humanisme. Ses rapports avec les Marocains**, selon notamment ceux qui l'ont côtoyé, **étaient empreints de respect**, tant dans les grandes demeures bourgeoises de Fès que sous les tentes paysannes sur les hauteurs de l'Atlas. Ce n'est pas verser dans l'admiration que **d'insister sur le fait que sans Lyautey, le Maroc qui s'est construit au cours du XX^e siècle, avec ses aspects positifs et ses revers, remonte à cette personnalité**, qui, il faut le rappeler, se voyait plus un destin français que dans une simple colonie, et qui a demandé à la fin de sa vie à être inhumé au Maroc d'où on l'avait congédié par la petite porte lors de la guerre du Rif.

En 1914, à la veille de la déclaration de la guerre, il aurait refusé d'obtempérer aux instructions de Paris lui demandant de mettre ses contingents de soldats au service de la République et de quitter le Maroc ! Il a pu finalement aider le gouvernement français dans son effort de guerre, en réorganisant ses ressources différemment sans affecter la **mission de pacification du Maroc qu'il avait tracée. Jamais le Maroc n'a été aussi unifié et surtout sécurisé que depuis Lyautey**, de l'aveu même de ses nombreux adversaires. Un deuxième fait qui procède de la même logique, ce fut **la lutte opiniâtre qu'il a menée en faveur du maintien de la marque de la souveraineté et d'unité du Maroc, et ce, en rénovant une monarchie alors chancelante et dont plusieurs décideurs et élus français voulaient faire table rase**. De son temps, un dahir berbère était relativement inconcevable, et il n'a guère bafoué, ni pourchassé les premiers patriotes marocains dont il annonçait le proche avènement, alors que certains de ses successeurs se feront une spécialité de sévir.

Le protectorat a inauguré de grands chantiers, économiques et infrastructurels, mais sa gestion de l'enseignement était un fiasco : une négligence de sa part ou une politique délibérée ?

Et oui, **le chantier de l'enseignement avait été abordé de façon volontairement discriminante par Lyautey lui-même**, qui, ne l'oublions pas, est le produit d'une aristocratie moyenne de la Lorraine de la fin du XIX^e siècle, adhérant faiblement aux principes des révolutions et républiques successives, rebelle à leurs idéaux d'égalité et de démocratie. **Derrière chaque futur élève du système éducatif introduit par la France au Maroc, il appréhendait l'apparition du futur trublion, du révolutionnaire qui remettra en cause le cadre établi.** Un autre détail non négligeable : **Il a refusé de faire du Maroc une colonie de peuplement et a longtemps tempéré les ardeurs de candidats colons soucieux de ne pas répéter l'expérience algérienne !** En un sens, **il n'avait pas tort, et une bonne partie des futurs responsables du nationalisme marocain moderne a pris forme et consistance à travers ce nouvel enseignement dispensé par des professeurs français expatriés et souvent de grande qualité.**

Avec l'Indépendance, l'Etat nouveau et ses politiques publiques ont continué l'œuvre de la France, serait-ce une continuité imposée par le legs colonial pour encore profiter des richesses du pays ?

La continuité l'emportait sur la rupture avec les choix publics antérieurs, et parfois pour des raisons légitimes, de pragmatisme, et même de bon sens. Les débats, les difficiles arbitrages politiques, pour ne pas dire plutôt les luttes sourdes ou ouvertes, au sommet de l'Etat au lendemain de l'indépendance, attestent des choix conflictuels à caractère doctrinaire des politiques publiques qui seront suivies. Les mesures ainsi choisies s'inscrivaient dans une logique dominée par l'ancienne «Guerre froide» qui partageait le monde, avec cependant comme point de repère et cadre général d'inspiration, l'ancienne métropole. Un détail pour conclure, et il n'est point mineur : **les enfants et petits-enfants des principaux leaders nationalistes, comme ceux de la moyenne et grande bourgeoisie du pays, ont suivi leurs classes dans les écoles françaises du Maroc puis de France, quand les dirigeants prônaient un enseignement public national, voire en langue arabe !** Certes, sans jeter la pierre à qui que ce soit, il y eut quelques exceptions, mais fort rares dans l'ensemble.

La fin du protectorat français au Maroc (2 mars 1956)

C'est le 2 mars 1956 que le Maroc alors protectorat de la France depuis 1912 redevient pleinement souverain et indépendant. Les rapports du sultanat Alaouite avec la France ont toujours été d'une grande complexité. Contrairement à l'Algérie, le Maroc n'a pas vocation à devenir une colonie de peuplement, et sa gestion par Paris reste largement influencée par son premier « résident général » Hubert Lyautey, devenu maréchal de France en 1921.

Contrairement à la Tunisie où l'influence du Bey sur les mouvements nationalistes est relativement faible, les monarques marocains et notamment le futur Mohamed V, sont très impliqués dans le combat pour l'émancipation du pays. Le jeu politique marocain est encore compliqué par l'influence des tribus qui se révolteront à plusieurs reprises contre les présences espagnoles et françaises.

À l'issue de la Seconde Guerre Mondiale, la poussée nationaliste se fit plus pressante, le sultan Mohammed Ben Youssef profita de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de son accession au trône pour revendiquer l'indépendance du Maroc. Il manifesta sa volonté de résistance en refusant de signer un certain nombre de dahirs (textes de loi) alors que le poids de l'administration, placée sous l'autorité du général Juin, se faisait de plus en plus sentir. Les autorités françaises en accord avec Hadj Thami el Glaoui, beau-frère du sultan et pacha de Marrakech, considéré comme l'un des plus puissants « féodaux » de l'époque, organisèrent, à l'issue d'un complot fomenté à Marrakech, un semblant de rébellion qui conduisit à la destitution du sultan en août 1953.

Celui-ci, exilé, fut remplacé à ce poste par une personnalité sans relief et âgée, Ibn Arafa. L'activisme nationaliste des « autorités » en place se doublait alors de celui de nouvelles formations, au premier rang desquelles l'Istiqlal. Cependant la France, qui était engagée dans la guerre d'Algérie, devait également faire face à la révolte nationaliste en Tunisie et sortait à peine de la guerre en Indochine. Elle décida de s'orienter vers une solution politique : le sultan, dont l'exil n'avait fait que conforter la légitimité et grandir le prestige international, fut rappelé au Maroc. Revenu dans son pays, il fut reçu et acclamé par une foule de plus d'un million et demie de personnes. Le gouvernement d'Edgard Faure négocia les modalités de la déclaration de La-Celle-Saint-Cloud (novembre 1955) qui déboucha sur la fin du protectorat français le 2 mars 1956.